



Union Départementale cgt-Force Ouvrière de Maine et Loire

14 place Louis Imbach - 49100 ANGERS

Tél : 02 41 25 49 60 - fax : 02 41 25 49 61 - courriel : udfo49@force-ouvriere.fr

www.fo49.fr

Secrétaire Générale

Angers, le 20 juin 2019

Communiqué

Le Bureau de l'Union Départementale FO du Maine et Loire a pris connaissance du projet de démantèlement appelé « géographie revisitée » de la Direction départementale des Finances publiques du 49 présenté par son directeur général.

C'est une attaque sans précédent contre les services des finances publiques puisque ce plan méthodique qui commence en 2020 et s'achèvera fin 2022 vise à ce que **toutes les trésoreries du département soient fermées le premier janvier 2023**. Elles seront remplacées par 6 services de gestion comptable sans accueil.

Les services des impôts aux particuliers verraient leur nombre restreint à 3 et les services comptables dédiés à la gestion des hôpitaux seraient regroupés sur un seul site.

Pour compenser ces fermetures, des permanences **temporaires** devraient être mises en place dans les mairies ou les Maisons France Service, mais à minima – une permanence par mois –.

Ce plan drastique d'économie aura comme conséquence un éloignement du service rendu par les finances publiques aux citoyens et fragilisera encore plus les personnes en situation de précarité.

Ce projet s'inscrit dans la politique gouvernementale de réduction des budgets et vise un objectif : supprimer des emplois en abandonnant les structures et les missions de la Direction générale des Finances publiques.

FORCE OUVRIÈRE condamne cette politique de destruction des services publics. En expliquant que la mise en place des « *maisons de services au public* » permettent le « *maintien* » des services publics notamment dans les zones rurales, le gouvernement Macron ment. Il s'agit à l'inverse de leur destruction ! Ces « *maisons de services au public* » sont des *services d'accueil polyvalents* tenus par des *personnels non spécialistes*, souvent précaires ou contractuels, censés répondre à toutes les questions relatives aux services publics (sécurité sociale, emploi, retraites, famille, impôts, logement...). Qui peut croire que de telles structures remplaceront ici la permanence de la sécu, là la Trésorerie, plus loin l'état civil ?

L'Union Départementale FORCE OUVRIÈRE du Maine-et-Loire apporte tout son soutien aux agents de la D.G.F.I.P. dans le combat qu'ils mènent contre ce projet.

L'UDFO 49 exige le maintien dans le département du Maine-et-Loire de tous les services publics et la réimplantation, partout où c'est nécessaire, de véritables antennes des différents services publics.

L'UDFO 49 exige le retrait du projet de loi Dussopt et de tous ses avatars dans toutes les fonctions publiques (plan de démantèlement des finances publiques, loi Blanquer dans l'Éducation nationale, loi Buzyn dans l'hospitalisation, mission de « modernisation » de la fonction publique territoriale...)

Elle appelle ses adhérents, ses militants à se tenir prêts pour combattre la destruction des services publics.

Catherine ROCHARD